

REPUBLICQUE DU SENEGAL

Un Peuple – Un But – Une foi

22 18
Dakar, le 19 Avril 2012

MINISTERE DE LA FEMME DE L'ENFANT
ET DE L'ENTREPRENARIAT FEMININ



CELLULE DE SUIVI OPERATIONNEL
DES PROGRAMMES DE LUTTE
CONTRE LA PAUVRETE

FICHE TECHNIQUE SUR LA SITUATION ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE (PARTENARIAT PAM/CSO-PLCP)

La plupart des ménages ruraux pratiquent l'agriculture, l'élevage et la pêche mais la production agricole ne couvre que la moitié de la demande en produits alimentaire. Les aléas climatiques, les déficiences dans la gestion de l'eau, l'utilisation réduite des intrants, les difficultés d'accès aux marchés, la faible valorisation des produits agricoles et la dégradation des sols sont autant de freins à l'amélioration de l'agriculture. Le Sénégal est doté d'un dispositif de gestion d'un stock de sécurité alimentaire (CSA) et d'un système d'alerte précoce, mais les capacités et les modes de fonctionnement de ces outils ont besoin d'être renforcés.

Les marchés au Sénégal sont **fonctionnels et bien intégrés, sauf dans le sud et le sud-est du pays où l'insécurité et l'enclavement posent problème**. Les prix des céréales connaissent de fortes fluctuations saisonnières, avec des pics en période de soudure (juillet à septembre). En 2010, les prix des produits alimentaires ont été plus élevés que la moyenne des cinq années précédant la crise de 2008 ; le riz a vu son prix grimper de 19 pour cent entre décembre 2009 et décembre 2010.

L'analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la vulnérabilité de 2010 indique que **15 pour cent des ménages ruraux et 9 pour cent des ménages urbains étaient en situation d'insécurité alimentaire**. Hors Casamance, la prévalence la plus élevée était observée dans les régions de Kédougou, Kaolack, Tambacounda, Kaffrine, Thiès et Matam. Les ménages qui vivent de l'exploitation des ressources forestières, d'aides ou de dons, et de l'agriculture commerciale, ainsi que les retraités sont les plus touchés par la hausse des prix. **L'insécurité alimentaire a principalement pour causes le manque d'accès aux filets de protection sociale, l'analphabétisme, l'enclavement et les difficultés d'accès aux marchés**. Dans les régions de Matam et Tambacounda, elle est, entre autres, imputable à la faiblesse de la production agricole, à la dépendance à l'égard des envois de fonds, à la défaillance des marchés et à l'enclavement de certains départements.

La malnutrition aigüe touche **10 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans en milieu rural** ; elle est préoccupante dans les régions de Matam (23 pour cent) et de Tambacounda (15 pour cent), et élevé dans les régions de Kédougou (11 pour cent). Elle concerne essentiellement les ménages dont les moyens d'existence reposent sur les cultures de rente, le commerce informel, l'élevage, les transferts de fonds et l'assistance.

La prévalence du retard de croissance en milieu rural est de 20 pour cent en moyenne et atteint des taux plus élevés dans le département de Koumpentoum (34 pour cent) et les régions de Kédougou (32 pour cent) et Kaffrine (26 pour cent). La prévalence du déficit énergétique chronique chez les femmes en âge de procréer est de 2 pour cent. Les pratiques d'alimentation sont souvent inadéquates pour les enfants de 0 à 59 mois. La prévalence de l'anémie est évaluée à 83 pour cent chez les enfants de 6 à 59 mois ; 71 pour cent chez les femmes enceintes ; et 60 pour cent chez les mères allaitantes. L'anémie et les carences en acide folique, iode, zinc et vitamine A contribuent aux taux élevés de morbidité et mortalité chez l'enfant.